

CONSEIL DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE DELIBERATION N° 2024-09-24-05

DELIBERATION PORTANT RECONDUCTION DU DISPOSITIF DE CERTIFICATION EN LANGUE ANGLAISE POUR 2024-2025

LE CONSEIL DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE, EN SA SEANCE DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2024,

Vu le Code de l'Education;

Vu le Décret n°2024-3 du 2 janvier 2024 modifiant le Décret n°2020-1527 en date du 7 décembre 2020 portant création de l'Etablissement Public Expérimental Université Clermont Auvergne (UCA);

Vu les Statuts de l'Université Clermont Auvergne, notamment les articles 29 à 31;

Vu le Règlement Intérieur de l'Université Clermont Auvergne ;

Vu la Délibération du Conseil d'Administration du 16 mars 2021 portant élection du Président de l'Université, Mathias BERNARD ;

Vu le guorum atteint en début de séance ;

Vu la présentation de Françoise PEYRARD, Vice-Présidente en charge de la Formation ;

Après en avoir délibéré;

DECIDE

D'approuver les modalités de reconduction du dispositif de certification en langue anglaise comme suit pour 2024-2025 :

- Chaque composante de l'UCA portant des diplômes de licence a la possibilité de proposer, si elle le souhaite, une certification en langue anglaise aux étudiants de licence ;
- Selon les spécificités du diplôme préparé, la composante choisit le type de certification (PeopleCert ou TOEIC) et l'année de passage de la certification (essentiellement N3, éventuellement N2);
- Concernant le TOEIC, seuls les étudiants inscrits dans des cours de niveau B1 minimum pourront passer la certification ;
- Cette certification est gratuite pour l'étudiant. Un seul passage est pris en charge par l'UCA.

Membres en exercice: 44

Votes: 31 Pour: 31 Contre: 0 Abstentions: 0 Le Président de l'Université Clermont Auvergne,

> Signé électroniquement par Mathias BERNARD

Africas Constitution

Le 7 octobre 2024

CLASSE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : DELIB_CFVU_20240924_05

Modalités de recours: En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.